Étranger 21

France/Trois jours après les attentats de Paris et de sa banlieue

Hollande annonce une intensification des frappes en Syrie

Versailles/France

Le président français, qui s'adressait aux députés et réunis sénateurs congrès à Versailles, a également fait part du renforcement de l'arsenal sécuritaire.

INTENSIFICATION des frappes en Syrie avec un soutien de Washington et Moscou, prolongation de l'Etat d'urgence en France, renforcement des forces de l'ordre : François Hollande a très nettement durci hier sa politique sécuritaire, devant des Parlementaires qui l'ont applaudi debout. Le président français a annoncé qu'il rencontrerait dans les prochains jours ses homologues américain et russe Barack Obama et Vladimir Poutine pour parvenir à "une grande et *unique coalition*" contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), qui a revendiqué les attentats sanglants de Paris.

La France "intensifiera ses opérations en Syrie", après un raid massif dimanche soir sur Raqa, fief du groupe jihadiste, a précisé François Hollande, lors de son allocution solennelle

devant les députés et sénateurs exceptionnellement réunis dans le château de Versailles, à l'ouest de Paris. Le président syrien Bachar al-Assad "ne peut constituer l'issue mais notre ennemi en Syrie, c'est Daech", a-t-il dit.

"Le porte-avions Charles de Gaulle appareillera jeudi, pour se rendre en Méditerranée orientale, ce qui tricapacités nos d'action. Il n'y aura aucun répit ni aucune trêve", a-t-il promis.

Outre la rencontre annoncée avec les présidents Obama et Poutine "pour unir nos forces", le chef de l'Etat a annoncé qu'il allait demander au Conseil de sécurité de l'Onu de se réunir pour adopter une résolution marquant "la volonté commune de lutter contre le terrorisme".

Les attentats de Paris, qui ont fait au moins 129 morts (et non 132 comme annoncé par erreur par notre édition d'hier) et plus de 350 blessés, "ont été décidés, planifiés en Syrie", "préparés et organisés en Belgique" et "perpétrés sur notre sol avec des complicités françaises", a détaillé M. Hollande alors que cinq des huit auteurs des attaques ont déjà été identifiés.

Face au traumatisme de



Le président François Hollande a très nettement durci hier sa politique sécuritaire devant les parlementaires réunis en Congrès à Versailles.

ces nouveaux attentats, dix mois après le choc des attaques contre l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo, une policière et un supermarché casher, le chef de l'Etat a appelé les Français à "la persévérance, l'unité, la lucidité, la dignité".

Le Parlement sera "saisi dès mercredi d'un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois et adoptant son contenu à l'évolution des technologies et des menaces", a déclaré le président français, qui a dit vouloir réviser la Constitution pour permettre aux pouvoirs publics "d'agir contre le terrorisme de guerre".

Quelque 8 500 postes seront créés pour renforcer les forces de l'ordre et l'administration de la justice, at-il ajouté.

"Nous éradiquerons le terrorisme parce que nous sommes attachés à la liberté, au ravonnement de la France dans le monde", a conclu le président Hollande, applaudi par l'ensemble des parlementaires, debout, qui ont ensuite entonné la Marseillaise.

Les attentats de Paris sont les pires jamais perpétrés sur le sol français.

· L'hommage aux victimes. La France mais aussi l'Europe se sont tues à l'unisson pendant une minute hier à 11H00 GMT (midi au Gabon), en hommage aux victimes des attentats meurtriers de Paris. A Paris, le président François Hollande a choisi l'université de la Sorbonne pour ce moment de recueillement "car parmi les victimes, figurent beaucoup de jeunes et d'enseignants".

L'Afrique en bref

Burundi/Troubles. Sept morts à Bujumbura Au moins sept personnes ont été tuées l'autre nuit à Bujumbura au cours d'affrontements entre insurgés et policiers dans plusieurs quartiers, des violences qui se sont poursuivies hier avec des explosions de grenades faisant plusieurs blessés, selon une source policière et des témoins.

•Egypte-Russie/Crash. L'enquête dans sa phase

L'enquête sur le crash de l'Airbus russe de la compagnie Metrojet dans le Sinaï qui a fait 224 morts le 31 octobre entre dans sa "phase finale", a annoncé hier le président russe Vladimir Poutine en marge du sommet du G20 en Turquie.

• Niger/Elections. fichier électoral : "beaucoup de

"Bureaux manquants", "mineurs et non Nigériens inscrits": le ficher électoral rejeté par l'opposition et censé servir pour les prochaines élections de 2016 au Niger, comporte "beaucoup de ratés", ont hier reconnu les responsables chargés de son élaboration.

• Nigeria/Islamistes. Un attentat déjoué

L'armée nigériane a annoncé hier avoir déjoué un projet d'attentat à l'arme lourde et aux bombes artisanales préparé par le groupe islamiste Boko Haram dans la ville de Maiduguri (nord-est).

Du côté de l'enquête

Deux suspects inculpés en Belgique

AFP

Bruxelles/Belgique

Pour l'heure, pas de trace de Salah Abdeslam, suspect clé des attaques au sujet duquel un appel à témoins a été lancé.

DEUX suspects ont été inculpés hier à Bruxelles pour terrorisme à la suite des attentats meurtriers de Paris mais une vaste opération policière dans le quartier populaire de Molenbeek n'a pas permis d'appréhender un suspect clé des attaques, Salah Abdeslam, apparemment toujours en fuite.

Les deux suspects ont été inculpés pour "attentat terroriste" et "participation aux activités d'un groupe terroriste" puis placés en détention provisoire.

Selon la presse belge, ces deux hommes se trouvaient dans une voiture rede Paris. montant contrôlée samedi matin à Cambrai (nord de la France) puis interceptée dans la commune bruxelloise de Molenbeek.

Un troisième homme contrôlé à Cambrai, qui avait présenté des papiers

au nom de Salah Abdeslam, semble avoir échappé de justesse aux gendarmes français samedi matin lors d'un contrôle routier à Cambrai.

Les forces de l'ordre ont laissé la voiture dans laquelle il se trouvait avec deux autres personnes repartir en direction de la Belgique, faute d'informations le mettant en cause quelques heures après les attentats, selon sources concordantes.

La justice belge a émis un mandat d'arrêt international contre ce Français né à Bruxelles, âgé de 26 ans, décrit comme "l'ennemi public numéro un" par certains médias belges.

Ahdeslam est le frère des kamikazes morts dans les attaques qui ont fait 129 morts à Paris vendredi soir et ont été revendiquées par le groupe Etat islamique. Dans un appel à témoins, la police française le décrit comme "dange-

La traque a conduit les enquêteurs belges à monter hier matin une opération d'envergure pour tenter de l'appréhender dans son fief, le quartier populaire de Molenbeek à Bruxelles, réputé comme un sanctuaire du jihadisme international en raison des attaches qu'y ont eu plusieurs auteurs d'attaques ces dernières années.

"L'opération est terminée et le résultat est négatif (...) Personne n'a été arrêté", a déclaré le porte-parole du parquet, Eric Van Der Sypt. Il avait précisé dans la matinée qu'il ne pouvait dire si Salah Abdeslam se trouvait effectivement dans l'appartement autour duquel des unités spéciales de la police avaient été déployées en masse, accompagnées par des pompiers et des équipes de démi-

C'est Salah Abdeslam qui a loué l'une des deux voitures utilisées par les

CHASSE A L'HOMME.

tueurs, l'autre ayant été louée par son frère Brahim, 31 ans, qui s'est fait exploser devant un bar Boulevard Voltaire vendredi soir, blessant grièvement une personne.

Ces véhicules, loués en début de semaine dernière en région bruxelloise, ont été retrouvés par la police française, près de la salle de concert du Bataclan où au moins 89 personnes



La vaste opération policière hier dans la commune bruxelloise de Molenbeek n'a pas permis de mettre la main sur Salah Abdeslam, désormais ennemi numéro un après les attaques de Paris.

banlieue.

Le troisième membre de la fratrie Abdeslam, Mohamed, avait été interpellé samedi à Molenbeek, mais il a été relâché hier en début d'après-midi "sans la moindre inculpation, ce qui veut dire qu'il n'y a pas le moindre indice contre lui", a précisé à l'AFP son avocate, Me Nathalie Gallant.

"Il a un alibi. Vendredi soir, il était avec son associé à Liège (est de la Belgique), où ils travaillent sur un projet de rénovation d'un lounge bar. (Les déclarations de) son associé, sa téléphonie..." ont confirmé "qu'il ne pouvait pas être à Paris vendredi", a ajouté Me

sont mortes – et en proche Gallant. "Il n'avait pas eu de contacts avec ses frères ces derniers jours", a-t-elle assuré.

Au total, la justice belge a relâché hier cinq des sept suspects qui avaient été interpellés samedi Bruxelles dans le cadre du volet belge de l'enquête, a indiqué le parquet.

Par ailleurs, la police néerlandaise menait hier aprèsopération midi une policière d'envergure près d'une grange à proximité de la frontière belge, selon les médias néerlandais, sans qu'un lien ait été établi à ce stade avec les attaques de Paris. Deux personnes ont été arrêtées.

A travers le monde

• Pologne. Le nouveau gouvernement durcit sa position sur les migrants



Le nouveau gouvernement conservateur et eurosceptique polonais a prêté serment hier au milieu de signes de durcissement de ses positions sur les migrants, telle l'idée inédite de renvoyer les Syriens se battre dans leur pays.

Proche-Orient/Conflit. Au moins deux Palestiniens tués lors d'une opération punitive israélienne

Au moins deux Palestiniens ont été tués hier par l'armée israélienne visée par des tirs quand elle est entrée en force dans un camp de réfugiés de Cisjordanie occupée pour mener une nouvelle démolition punitive de maison.

• Syrie/Jihadistes. 116 camions-citernes de l'El détruits

La coalition antijihadistes conduite par les Etats-Unis a détruit 116 camions-citernes utilisés par le groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a affirmé hier le Pentagone.